

POSTFACE

Discordance des temps, dénivellations spatiales et périodisation : les défis de l'*homo historicus*

Christophe CHARLE

L'ensemble des textes rassemblés par Stéphane Gibert, Jean Le Bihan et Florian Mazel dans ce numéro d'*Atala* et leurs contributions propres posent très clairement les problèmes auxquels sont confrontés les historiens d'aujourd'hui face au triple éclatement de leurs anciens cadres de travail :

– éclatement de la corporation sous l'effet de la croissance démographique des enseignants-chercheurs, de l'ouverture internationale, de la diversification des thématiques, des époques, des territoires que les historiens doivent prendre en charge ;

– éclatement des espaces de référence chahutés entre le microlocal, le régional, le national, le transnational, l'international et le global ;

– éclatement des fonctions de l'histoire dans une société travaillée par l'immédiateté des mass media interconnectés où les frontières du temps et de l'espace, encore si rassurantes au XX^e siècle, ont presque toutes disparu, qu'elles aient pris la forme, plus ou moins aimable, du « rideau de fer », de la « modernité heureuse » des années 1960-1970 ou de récits globaux unitaires transmis par les appareils pédagogiques hérités de la fin du XIX^e siècle.

Comme ses contemporains qui subissent, sans recul, à des degrés divers, les mêmes pertes de repère, l'*homo historicus* (nom qu'on donnera par commodité pour ne fâcher personne à l'historien idéal mais sûr de sa mission qui devrait être en chacun de nous) est partagé entre plusieurs tentations.

Tout d'abord, la tentation du repli érudit sur le métier, réflexe classique. Certains textes du recueil l'évoquent, directement ou indirectement, quand ils décrivent la volonté latente de créer des « niches » historiographiques à l'abri du monde ambiant, des microspécialités temporelles ou spatiales où l'on pratique l'entre-soi des petites communautés de pairs, épargnées par les tumultes de la grande histoire ou de l'histoire

en train de se faire. C'est l'histoire « déconnectée », presque immobile, où les révolutions historiographiques ne sont que des luttes de clans, de générations, de petites revues qui s'invectivent ou se disputent sur les détails dont l'*homo historicus* s'est toujours repu avec délectation.

La seconde tentation, elle aussi classique et inverse, est de courir après la mode, le plus souvent américaine, bientôt sans doute chinoise, quand tous les Chinois écriront en anglais, ce qui ne saurait tarder au train où vont les choses. C'est ce qui fonde aujourd'hui la vogue des grandes périodisations à partir du global, du transnational, du connecté, du mouvant. En cherchant bien, on trouve rétrospectivement du global partout, on commence à compter les « mondialisations » comme on comptait autrefois les révolutions industrielles, les révolutions agricoles ou les révolutions politiques ou les rapports de force entre royaumes et empires. Pourquoi cet enthousiasme mondialiste (qui ne touche en fait qu'une faible minorité de la corporation historique) ? C'est que cette nouvelle vision renoue avec les ambitions anciennes et oubliées de l'historien comme juge suprême : « l'histoire du monde est le tribunal du monde », comme écrivait déjà Hegel, il y a deux siècles, sous le coup de la peut-être première ou deuxième mondialisation, vue d'Europe du moins. C'est aussi et surtout une manière d'avoir prise sur le présent et de donner la réplique aux nouveaux faux rois de l'époque, économistes ou experts de tout poil.

La dernière tentation ou plutôt, faut-il écrire ici, tentative, la plus difficile, la plus longue, la plus coûteuse, est celle qui préside à ce numéro et à laquelle sacrifient les divers auteurs : reposer les questions de fond, revenir sur les évidences, se confronter à de nouveaux terrains, trouver un chemin entre le Charybde de la routine et le Scylla du faux changement. Il n'est pas question ici de résumer tous leurs apports, riches et divers, sur les nouvelles manières de périodiser et parfaitement articulés du plus général au plus concret à travers l'étude d'expériences pédagogiques de transmission. Il me semble plus utile de revenir sur les fondements plus généraux de la périodisation dans ce paysage bouleversé que j'évoquais plus haut.

Ces questions renvoient à trois thèmes présents de manière transversale dans toutes ces contributions : le premier est celui de ce qu'on nommera provisoirement l'inconscient ou l'habitus de l'*homo historicus*, invoqué précédemment. Le second est la question, qui apparaît partout mais qui mérite plus ample réflexion, que j'ai appelée dans un livre antérieur, la « discordance des temps »¹. Le troisième enfin, lié en partie

1. CHARLE Christophe, *Discordance des temps. Une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2011.

au précédent et en partie autonome, est le problème des dénivellations spatiales qui duplique, d'une autre façon, cette discordance des temps. Il est abordé notamment par les contributions de Patrick Boucheron, Christian Grataloup et de Jean-Pierre Chrétien.

À propos de l'inconscient de l'*homo historicus*

On posera ici des questions que la bienséance de la corporation des historiens refuse le plus souvent de poser, tant cela fait partie du « cela va de soi » de notre métier. Au fond, pourquoi est-on historien ou pourquoi veut-on l'être ? Une telle question s'adresse en général aux historiens célèbres ou des générations anciennes qui n'ont pas été confrontés à nos problèmes d'aujourd'hui. Leurs réponses sont souvent toutes du même ordre : volonté de comprendre des événements qui les ont marqués directement ou indirectement, curiosité pour des pays ou époques lointains, encyclopédisme d'une discipline qui peut tout aborder et circule avec aisance au milieu des autres sciences humaines et sociales aux questionnaires et méthodes précontraints. Si convaincantes que soient ces nobles motivations, nous savons bien, surtout à ma génération ou pour les générations qui arrivent à maturité, que ces raisons ne sont plus suffisantes. Une inquiétude travaille les historiens d'aujourd'hui plus qu'à toute autre époque : l'histoire est-elle encore un cadre unificateur, peut-elle donner du sens à ce tourbillon de réalités qui s'entrechoquent du fait des mutations évoquées plus haut ? L'historien, chargé en principe de mettre de l'ordre et de l'intelligibilité dans le cours des choses, possède-t-il encore des passe-partout pour franchir les portes des temps qui passent ? Peut-il prétendre être le seul maître du temps historique, le mettre en un récit cohérent, quelle que soit la clé d'entrée ou la perspective choisie : économique, sociale, politique, diplomatique, culturelle, religieuse, mémorielle, etc. ? Ce qu'on a appelé la « fin des grands récits » ne condamne-t-il pas ce rôle et les périodisations sous-jacentes qui le sous-tendent ?

Il ne sait s'il le peut, comme le montrent plusieurs articles, mais il sait en tout cas qu'il le doit toujours, en tout cas dans un pays comme la France, où les générations d'historiens, plus ou moins officiels, ont signé une sorte de contrat implicite ou explicite avec le roi, puis l'État, puis la nation ou la société. À l'heure où la grande majorité d'une classe d'âge, fait social sans précédent, poursuit des études longues au lycée et a donc la possibilité d'avoir reçu une formation « complète » à travers des programmes discutés, parfois discutables, mais bien réels et ambitieux,

plus qu'ils ne l'étaient à l'époque de ma propre formation, les historiens professionnels doivent se poser la question plus que jamais de la finalité de leur recherche, de sa transmission d'abord aux étudiants et, pour partie, futurs professeurs, et plus largement la question de sa pénétration *via* les manuels et les programmes ou, pour les plus assoiffés de gloire, *via* les rares émissions historiques à la radio ou à la télévision ou les encore très lus magazines de vulgarisation, une des originalités de notre culture nationale. On sait également que pédagogie et épistémologie, volonté de donner un sens accessible à tous et réflexivité ou remise en cause des cadres anciennement établis, font rarement bon ménage. Les dernières contributions du numéro, de Patricia Legris, Laurent Wirth ou Yannick Mével, éclairent ce point tout comme, de manière plus historique, le bref panorama des programmes d'histoire d'autrefois dans l'article de Jean Leduc. C'est sans doute sur ce terrain que l'*homo historicus* doit déployer le plus d'efforts sous peine de perdre la face devant ses concurrents mieux armés des médias qui profitent pleinement des séductions de l'image et du son. Mais, comme l'ont montré plusieurs polémiques récentes, il se heurte moins à sa propre routine ou au conservatisme de sa corporation² qu'aux résistances du corps politique, du corps social, voire de certains groupes de parents produits par un autre état du système scolaire et très attachés aux périodisations incontestées et « incontestables » d'après eux. Comme l'a montré un récent numéro du *Débat*, la question ne se pose pas qu'en France, elle est présente dans toute l'Europe et même au-delà et reflète à la fois les incertitudes des communautés nationales mises au défi par la nouvelle phase historique, par l'emboîtement des espaces et des temps de référence, par l'hétérogénéité croissante des origines des élèves eux-mêmes, du moins dans les pays où l'immigration est un phénomène de masse qui affecte la composition des classes³. La discordance des histoires à relier dans de nouveaux cadres périodiques se heurte, en outre, à la discordance des histoires individuelles des élèves qu'on essaie de socialiser dans un cadre national qui n'est plus ce qu'il était et ne sait pas toujours ce qu'il doit être puisqu'un passé ne prend sens qu'en fonction d'un avenir commun, plus incertain que jamais à l'échelle des nouveaux espaces de référence.

2. Incontestable comme le montre l'enquête menée sur les générations d'historiens récentes par Jean Le Bihan et Florian Mazel sur la transgression très minoritaire (12 %) des « périodes » canoniques par la plupart des historiens français en activité.

3. *Le Débat*, 175, « Difficile enseignement de l'histoire », 2013.

Discordance des temps

Incertain sur son rôle social et son surmoi intellectuel, l'*homo historicus*, ancien maître du temps, doit donc affronter ce qui le met le plus en porte-à-faux pour périodiser, la discordance des temps entre les sociétés et les régions du monde. Quand Christian Grataloup, de son point de vue de géographe-historien au long cours, assimile les périodes à des espaces discrets à la surface du monde ayant chacune leur historicité, il retraduit cette discordance fondamentale dans sa terminologie. Il garde toutefois le secret espoir qu'une périodisation relativiste à l'échelle des sous-espaces, encastrée dans l'espace mondial, n'est pas close sur elle-même mais communique à diverses échelles, à l'occasion de certains grands mouvements planétaires inégalement partagés qui se sont succédé depuis l'ère glaciaire. L'actuelle interconnexion des mondes n'en est que l'accélération finale qui nous a obligés à relire ces rencontres antérieures d'une autre façon. Cette spatialisation des périodes, si féconde soit-elle, présente cependant une limite, c'est qu'elle tend à assimiler la tridimensionnalité de l'espace physique à la triple épaisseur du temps historique socialement construit. La discordance des espaces périodisés est redoublée, à l'intérieur de chaque espace social ou culturel, par la discordance des temps propres à chaque strate des sociétés : le temps du marchand au long cours anticipant un avenir d'enrichissement n'a que peu à voir avec celui, local, dépendant des aléas climatiques, des épidémies mortifères, des ravages des guerres locales ou des décisions venues d'ailleurs du manouvrier qui peine sur la terre d'autrui, et encore moins avec celui du seigneur qui guerroye ou part en croisade ou du clerc qui interprète les textes canoniques pour reprendre quelques images d'Épinal d'un Moyen Âge éternisé partiellement dans l'imaginaire des « trois ordres ». L'*homo historicus*, par héritage professionnel, a longtemps réduit cette discordance en adoptant le point de vue des dominants ou des lettrés qui ont partie liée avec eux. Cela se conçoit aisément puisqu'il a, jusqu'à une date récente, privilégié des sources qui en émanaient et convoiaient subrepticement en leurs écrits le point de vue spécifique sur le temps historique des groupes privilégiés.

Les querelles inabouties sur le long ou court Moyen Âge ou sur l'Antiquité tardive et les Renaissances, dont les articles de Florian Mazel, Hervé Inglebert et Philippe Hamon se font l'écho ici même, renvoient très clairement à ce choc des points de vue sociaux et aux types de sources qu'on met au centre du discours historiographique pour caractériser les spécificités d'une époque et sa dynamique particulière. Si l'on prend la perspective du temps quasi immobile des sociétés rurales européennes,

il est clair que la thèse de Jacques Le Goff qui relativise, voire gomme, l'inflexion du XV^e-XVI^e siècle mettant fin au Moyen Âge des dix siècles antérieurs est défendable. Si l'on privilégie en revanche les élites lettrées et aristocratiques à l'origine des mouvements culturels et religieux qu'on résume sous l'étiquette « humanisme » ou « renaissance », la dénivellation d'époque ne peut être niée ni son effet en profondeur sur la carte de l'Europe qu'attestent la diffusion des styles artistiques post-gothiques, les nouvelles versions du christianisme réformé et contre-réformé, le choc en retour de l'ouverture sur le monde global avec les découvertes ultramarines qui suscitent réflexions et contestations de l'ordre symbolique stabilisé depuis la première renaissance médiévale. Plus intéressante peut-être encore est la raison historique de « l'invention » de la Renaissance comme période canonique par Michelet et Burckhardt dans leurs livres célèbres au milieu du XIX^e siècle⁴. Si Philippe Hamon note bien leur lien avec une relecture « révolutionnaire », individualiste ou « bourgeoise » de la période dite aujourd'hui « moderne » par projection rétrospective de l'après-Révolution française, on pourrait aussi insister, me semble-t-il, sur les effets du moment historique très spécifique où ces ouvrages sont conçus. Nous sommes dans l'après-1848 et sous le contrecoup des espoirs déçus de ces révolutions manquées tant du point de vue du Michelet démocrate que du nostalgique des républiques aristocratiques, le Bâlois Burckhardt, issu du patriciat de cette cité suisse menacée par les troubles⁵. Cette exaltation du premier mouvement d'émancipation des individus face au pouvoir théocratique ou monarchique est une manière de reprendre espoir après une grande déception (pour Michelet) ou une grande peur (pour Burckhardt). C'est ce contenu positif initial, au cœur de cette nouvelle périodisation, qui explique aussi sans doute pourquoi les médiévistes au long cours, si convaincant que puisse être leur argumentaire pour les sociétés rurales européennes prises globalement, pâtiront toujours du réalisme désenchanté de leur histoire immobile dans une corporation attachée viscéralement au mouvement.

Les désaccords des historiens sur les « bonnes périodisations » sont en effet travaillés en arrière-plan par des valorisations et dévalorisations des dénominations des périodes plus ou moins explicites. Tous les spécialistes d'autres continents qui s'insurgent à bon droit, comme Jean-Pierre Chrétien

4. MICHELET Jules, *Renaissance*, Paris, Chamerot, 1855 ; BURCKHARDT Jacob, *Die Kultur der Renaissance in Italien*, Bâle, Schweighauser, 1860.

5. Sur le climat intellectuel de la Bâle de Burckhardt, voir SCHORSKE Carl E., « Formation civique et culture savante à Bâle : Bachofen et Burckhardt », *Histoire de l'éducation*, 62, « Les universités germaniques, XIX^e-XX^e siècle », 1994, p. 15-30.

ici même, contre les réutilisations de notions extraites des périodisations européennes, ne veulent pas marquer seulement leurs territoires, ils perçoivent bien que ces dénominations sont secrètement travaillées par les luttes anciennes, intellectuelles ou non, qui ont permis leur imposition arbitraire dans l'historiographie européenne : « Moyen Âge », « modernité », « Renaissance », « Ancien Régime », « âge des monarchies ou des empires », comportent, au-delà de leur européocentrisme indu, quand on les projette sur l'Amérique pré-colombienne, l'Afrique subsaharienne ou la Chine des royaumes combattants, des jugements de valeur plus ou moins conscients et produisent des questionnaires biaisés a priori et des orientations du temps historique sous-jacentes.

C'est la contradiction contenue dans l'opération de périodisation : indispensable pour organiser le discours, elle le prédétermine par les connotations des mots choisis puisqu'elle réduit à un adjectif ou à une alliance de mots simplificateurs le feuilletage des sociétés et les multiples discordances des vécus historiques qui les traversent selon les groupes, les lieux, les affiliations culturelles, les inégales relations aux mondes environnants (voir l'introduction de Stéphane Gibert). L'historien se tire de ce mauvais pas par le recours aux « guillemets », manière de prendre les concepts historiques avec des « pincettes » pour paraphraser Pierre Bourdieu⁶, ou aux pluriels, façon de réintégrer la multiplicité des points de vue dans un discours par définition linéaire.

Dénivellations spatiales

Si la notion de discordance des temps est facilement admise par les historiens depuis les analyses classiques de Braudel sur les temporalités emboîtées des sociétés anciennes, et si l'histoire des mentalités puis des représentations a permis de rompre avec l'illusion sociale de la contemporanéité des contemporains, le discours ambiant sur l'interconnexion des espaces dont on recherche les antécédents les plus lointains tend à réintroduire cette illusion au nom de l'idéologie positive et exaltante d'un nouveau cosmopolitisme historique. Or les événements les plus récents où ces ouvertures ont montré leurs effets accélérateurs ont souligné aussi que ces phases d'interrelations provoquent souvent, à l'inverse, un accroissement des dénivellations entre les sociétés nouvellement reliées, voire des réactions de rejet ou de retour

6. BOURDIEU Pierre, « Sur les rapports entre la sociologie et l'histoire en Allemagne et en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 106-107, 1995, p. 108-122.

aux fondamentaux identitaires qu'ils soient religieux, politiques, culturels, sexuels qui caractérisaient lesdites sociétés ou certaines parties d'entre elles. Ces mouvements contradictoires de refus de la nouvelle historicité émergente sont souvent gommés par les historiens car ils dérangent la nouvelle périodisation et fragmentent d'une autre façon les espaces sociaux reliés. La proposition de périodisation de l'histoire des « Afriques » qu'avance ici même Jean-Pierre Chrétien illustre de manière très concrète cette proposition très générale. L'Europe en tant que continent à l'unité aussi problématique, bien qu'elle ait prétendu au niveau de ses élites lettrées, d'Hegel à Goethe ou Condorcet, incarner l'avenir du monde et être animée d'une dynamique de progrès universaliste, démenti de fait par les entreprises coloniales du XIX^e siècle et leurs effets négatifs sur les populations autochtones, présente autant, sinon plus, de décalages internes et externes au sein d'un espace pourtant beaucoup plus restreint que les autres continents historiques. Les périodisations passe-partout, mises en place par les contemporanéistes autour des fétiches de la modernité, le masquent de moins en moins bien : urbanisation, industrialisation, démocratisation, universalisation du savoir, sont très inégalement partagées par les différentes régions du continent, comme le soulignent ici même les remises en question d'une notion comme la « révolution industrielle » (voir la contribution de Patrick Verley). La grande divergence Europe occidentale/Chine analysée par Kenneth Pomeranz pour la charnière XVIII^e-XIX^e siècle⁷ ne saurait faire oublier d'autres grandes divergences internes à l'Europe. Pas seulement celle entre les bassins industriels anglais ou du nord-ouest européen et les hinterlands ruraux qui couvrent la majeure partie des territoires européens : si bien des écarts culturels du premier XIX^e siècle (alphabétisation, scolarisation, accès aux biens culturels nouveaux) tendent à se réduire entre les diverses parties du continent, ils restent encore très sensibles et enregistrés par les statistiques les plus officielles même dans les États qui se veulent modernes à l'orée du XX^e siècle⁸.

Tordant le bâton dans l'autre sens, Arno J. Mayer avait même proposé de parler d'une « persistance de l'ancien régime » après 1850 contre la vulgate

7. POMERANZ Kenneth, *Une grande divergence. L'Europe, la Chine et la construction de l'économie mondiale*, trad. fr. Paris, Albin Michel, 2009 (1^{re} éd. 2000) ; *La force de l'Empire. Révolution industrielle et écologie ou pourquoi l'Angleterre a fait mieux que la Chine*, trad. fr., Alfortville, Ère, 2009.

8. Voir quelques exemples à propos de l'accès aux transports ou à l'information dans CHARLE Christophe, *Discordance des temps... , op. cit.*, chap. 9 ; ou pour l'évolution des taux de scolarisation dans le supérieur dans CHARLE Christophe et VERGER Jacques, *Histoire des universités, XII^e-XXI^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2012 (1^{re} éd. 1994) ; ou pour les cultures des Européens dans SASSOON Donald, *The Culture of the Europeans from 1800 to the present*, New York, HarperCollins, 2006 et CHARLE Christophe, *La dérégulation culturelle. Essai d'histoire des cultures en Europe au XIX^e siècle*, à paraître.

moderniste et révolutionnaire du XIX^e siècle européen⁹. Cette relecture inversée qui a produit des effets de connaissance et des propositions de recherche souvent fécondes (notamment de nouveaux travaux sur le rôle des aristocraties face au changement¹⁰) n'est toutefois pas plus satisfaisante que la vision traditionnelle et progressiste qui réduit d'une autre façon les complexités sociales dont il faut tâcher de rendre compte par la périodisation révisée. L'exercice comparatif, souvent pratiqué à tort à grande échelle et fréquemment par des non-historiens, doit aussi se concevoir à de multiples autres échelles emboîtées pour comprendre ces dénivellations spatiales dans les effets inégaux des dynamiques postulées comme générales par commodité simplificatrice. J'ai tenté de le faire à propos des intellectuels en Europe, des capitales culturelles, de la société du spectacle¹¹, des enseignements supérieurs, du rapport au temps historique, objets a priori favorables pour démontrer des périodisations synchrones et des mouvements transfrontières. Or, bien au contraire, le résultat de ces confrontations, même pour ces lieux ou ces groupes privilégiés par la dynamique dominante quant aux interrelations avec les mondes extérieurs, a été plutôt de révéler de fortes différences dans les réactions aux mêmes grandes coupures, qu'il s'agisse de 1848, des réformes universitaires, de l'aspiration à la liberté intellectuelle ou théâtrale, des transferts entre cultures avancées ou d'élite ou de l'acceptation du nouveau rapport au temps historique qu'apporte la « modernité ».

Toutes les périodisations, même les plus inventives, sont donc des simplifications démenties par les avancées des nouvelles recherches ; en même temps, l'historien ne peut s'en passer sous peine de naviguer sans boussole sur les océans historiques. Mais il doit éviter par-dessus tout les aimantations parasites qui le détournent de la route ; je désigne ici le piège des philosophies de l'histoire implicites ou des cadres a priori de la raison historique. Elles lui sont imposées non seulement par les institutions scolaires et universitaires ou les nécessités de la transmission pédagogique mais souvent aussi, à son insu, par le prestige sous-jacent de disciplines ou de philosophies de l'histoire inconscientes. Elles jouent sur leur position symbolique dominante pour lui fournir « clés en main » des conceptualisations synthétiques a priori que l'*homo historicus*,

9. MAYER Arno J., *La persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, trad. fr., Paris, Flammarion, 1983 (1^{ère} éd. 1981).

10. Voir MALATESTA Maria, *Le aristocrazie terriere nell'Europa contemporanea*, Bari, Laterza, 1999.

11. CHARLE Christophe, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2001 (1^{ère} éd. 1996) ; (dir.), *Le temps des capitales culturelles XVIII^e-XX^e siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2009 ; *Théâtres en capitales. Naissance de la société du spectacle à Paris, Berlin, Londres et Vienne, 1860-1914*, Paris, Albin Michel, 2008.

homme de pratique et de spécialité, n'ose pas construire lui-même pour les besoins de sa cause. On pourrait facilement mettre en évidence cet effet d'imposition subreptice et qui dépasse très largement les trois fétiches des historiens que François Simiand dénonçait déjà il y a plus d'un siècle dans un article fameux¹². Les débats actuels sur l'histoire du temps présent en France et en Allemagne évoqués par Emmanuel Droit, les « tournants » plus ou moins bien négociés par l'historiographie analysés par Christian Delacroix, les découpages des nouvelles « histoire de France » dont les responsables tentent ici même de justifier la réconciliation volontaire du traditionnel et du nouveau, les avatars récents des programmes scolaires sont autant d'illustrations de cette soumission des périodisations courantes à des effets de domination intellectuelle qui caractérisent la discipline historique face à la philosophie ou à d'autres sciences sociales. Confronté aux discordances des temps, aux dénivellations spatiales, à un ensemble d'outils conceptuels ou descriptifs oscillant entre le trop général ou le trop spécifique, l'*homo historicus*, quand il veut partager son savoir avec les autres et donner du sens à ses découvertes, voire les transmettre aux générations futures, les englobe trop souvent sous des étiquettes prises dans les magasins de fourniture d'autres obédiences : le discours politique dominant autrefois, le marxisme naguère, quelques pincées de « foucauldisme » disciplinaire, l'économicisme du pauvre ou le post-modernisme « liquide » d'aujourd'hui. Puisse ce numéro d'*Atala* redonner l'ambition aux historiens de penser par eux-mêmes les temporalités historiques décalées et d'affronter les contradictions de leur métier et de leur vocation sociale en ces temps historiques et historiographiques incertains où c'est plus que jamais nécessaire.

12. SIMIAND François, « Méthode historique et science sociale », *Revue de synthèse historique*, 6-1, 6-2, 1903, p. 2-22, 129-157, réédité dans CEDRONIO Marina, *Méthode historique et sciences sociales*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1987, p. 113-169.